

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 14 AVR. 2026**  
**relatif à l'exploitation d'un abattoir d'animaux de boucherie par la société SA TUELACAU**  
**(SIRET 327 756 631 00013), situé « route de Murat-sur-Vèbre – 81230 Lacaune »**

Le préfet du Tarn,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** la décision d'exécution 2023/2749 du 11 décembre 2023 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les abattoirs et les industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;

**Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX, préfet du Tarn ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1991 autorisant la SA TUELACAU à exploiter un abattoir public sur la commune de Lacaune (81230) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2006 prescrivant des mesures complémentaires à la SA TUELACAU ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007, autorisant l'établissement à utiliser un captage privé pour l'alimentation en eau potable de l'abattoir au lieu dit Le Landas du Barthès sur la commune de Lacaune ;

**Vu** l'arrêté du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

**Vu** l'arrêté du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

**Vu** l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

**Vu** l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2171 ;

**Vu** l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral du 11 mars 2021 portant ouverture d'une enquête publique, du 29 mars 2021 au 28 avril 2021, concernant une demande d'autorisation environnementale d'exploiter un abattoir à Lacau pour la SA TUELACAU ;

**Vu** l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant ;

**Vu** l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 31 mars 2025 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3641 ou n° 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n° 3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;

**Vu** la déclaration du statut IED de l'installation en date du 14 septembre 2013 ;

**Vu** le dossier de demande de régularisation administrative, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, de la SA TUELACAU présenté le 26 décembre 2018, et complété par courrier du 5 mai 2020 ;

**Vu** le dossier de demande de régularisation administrative relative à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature « IOTA » présenté par la SA TUELACAU en janvier 2023 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R 181-18 à R 181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** les recommandations de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) présentées dans son rapport du 12 octobre 2020 ;

**Vu** le mémoire en réponse de la SA TUELACAU de novembre 2020 suite à l'avis de la MRAe du 12 octobre 2020 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la mise à l'enquête publique du 17 décembre 2020 ;

**Vu** le rapport du commissaire enquêteur du 21 mai 2021 ;

**Vu** l'avis favorable du commissaire enquêteur à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SA TUELACAU ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux consultés ;

**Vu** la visite d'inspection au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de la SA TUELACAU le 1<sup>er</sup> février 2022 ;

**Vu** le courrier du 17 février 2023 de la SA TUELACAU en réponse aux constats de l'inspection du 1<sup>er</sup> février 2022 ;

**Vu** le plan d'épandage de la SA TUELACAU mis à jour et transmis, par courrier du 4 mars 2024, à la DDETSPP du Tarn ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2025 faisant suite à la visite d'inspection du 12 décembre 2024 ;

**Vu** la convention du 9 février 2023 entre la « SA TUELACAU » et la « SAS VALTEC S.O./ FRANVIAL » concernant les deux équipements (armoie électrique et groupe froid négatif) appartenant à la « SAS VALTEC S.O./ FRANVIAL » et situés dans les locaux techniques de la « SA TUELACAU » ;

**Vu** la convention du 7 février 2025 entre la « SA TUELACAU » et la « SAS VALTEC S.O./ FRANVIAL » relative au traitement des rejets de la « SAS VALTEC S.O./ FRANVIAL » par la station d'épuration de la « SA TUELACAU » ;

**Vu** le rapport d'instruction de l'inspection des installations classées du 3 novembre 2025 relatif à la demande d'autorisation environnementale soumise par l'exploitant ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 10 juin 2025, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que les membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ont été consultés par voie électronique du 28 novembre 2025 au 10 décembre 2025 ;

**Considérant** que lors de cette consultation, le service Eau, risques, environnement et sécurité (SERES) de la Direction départementale des territoires a formulé une observation relative au volet « prélèvement » ;

**Considérant**, en conséquence, que l'article 4 du projet d'arrêté a été modifié afin d'y intégrer la rubrique 1.1.2.0, relative aux prélèvements permanents issus d'un forage ;

**Considérant** l'avis favorable du CODERST ;

**Considérant** que le nouveau projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 30 décembre 2025 ;

**Considérant** les observations présentées par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que l'exploitant est à jour de ses déclarations annuelles d'émission polluantes et de déchets (GEREP) ;

**Considérant** que l'exploitant transmet mensuellement à l'administration les résultats d'autosurveillance de ses rejets via l'outil de gestion informatisée des données de l'auto-surveillance fréquente (GIDAF) ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de surveillance, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

### **Arrête**

#### **Article 1 : Le bénéficiaire**

La société SA TUELACAU (SIRET 327 756 631 00013) dont le siège social est situé « Route de Murat, 81230 Lacaune » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Lacaune, un abattoir d'animaux de boucherie ainsi que les installations détaillées au tableau de l'article 4 du présent arrêté.

#### **Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Dès la notification du présent arrêté, les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- Arrêté préfectoral du 30 septembre 1991 autorisant la SA TUELACAU à exploiter un abattoir public sur la commune de Lacaune (81230) ;
- Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2006 prescrivant des mesures complémentaires à la SA TUELACAU

### Article 3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelle
Lacaune	D	776
		686
		688

Les installations mentionnées à l'article 4 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 4 : Liste des installations autorisées

- Nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Volume maximum autorisé	Régime
3641 (rubrique principale)	Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour	40 000 t/a 180 t/j	A
2750	Station d'épuration collective	720 m3/j	A
3710	Traitement des eaux résiduaires dans des installations relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la réglementation IED	/	A
4718	Gaz inflammables liquéfiés	97,2 t	A
2171	Dépôt de fumier	2 400 m <sup>3</sup>	D
2910-A-2	Installation de combustion	8 449 kW	DC
1185	Gaz à effet de serre fluorés	259,6 Kg	DC
4735	Ammoniac	217 kg	DC

\*A : autorisation, D : déclaration, DC : Déclaration avec contrôle

- Nomenclature IOTA

Rubrique IOTA	Désignation de la rubrique	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales	D
1.1.2.0.	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage	D Volume annuel maximum autorisé : 175 000 m <sup>3</sup> soit 700m3/j sur 250 jours/an



## **Article 5 : Conditions d'exploitation**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 26 décembre 2018 ainsi que les compléments apportés.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

## **Article 6 : Prescriptions techniques applicables**

Les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous s'appliquent à l'établissement :

- Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;
- Arrêté du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1185 ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 2171) ;
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Arrêté du 31 mars 2025 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3641 ou n° 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n° 3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Article 7 : Gestion de la station d'épuration**

La station d'épuration est conçue, entretenue, exploitée et surveillée de manière à empêcher tout dépassement des valeurs limites de rejet.

Un planning d'entretien, de maintenance préventive, de remplacement préventif et curatif est formalisé, respecté et mis à disposition de l'inspection accompagné des mesures effectuées. Ce planning intègre notamment le remplacement régulier préventif des pièces d'usure de la station tels que les canalisations, buses d'aération, moteurs, agitateurs... Ce planning intègre également les délais de remplacement prévus et les dispositions transitoires prises en cas de casse de tout élément nécessaire au bon fonctionnement de l'installation.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement conduit à un dépassement des valeurs limites de rejet, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la charge de pollution émise en diminuant ou en arrêtant l'activité ou tout autre moyen équivalent permettant de réduire la charge organique entrante dans l'ouvrage épuratoire. À tout moment l'administration peut imposer la diminution des tonnages abattus durant ou suite à des dépassements des valeurs limites d'émission.

La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent et nommé formé régulièrement dans ce domaine. Un registre est tenu à disposition de l'administration sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux et les dispositions prises pour y remédier.

## **Article 8 : Traitement et rejet des effluents**

Le rejet doit respecter les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses.

L'exploitant est tenu de se conformer aux valeurs limites d'émission, tant en concentration qu'en flux, ainsi qu'aux fréquences d'analyses applicables à l'ensemble des activités prises en charge par la station d'épuration.

Les effluents produits par la société VALTEC S.O./ FRANVIAL, implantée sur le même site que la société SA TUELACAU, sont pris en charge et traités par la station d'épuration exploitée par la société SA TUELACAU.

À cet égard, une convention de gestion des eaux de rejets a été formellement établie entre les deux entités le 7 février 2025. Cette convention précise les modalités techniques, financières et contractuelles relatives au traitement des eaux usées issues des activités de la société VALTEC S.O./ FRANVIAL, au sein des installations de traitement exploitées par la société SA TUELACAU.

## **Article 9 : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles et fréquences de mesure associées**

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8
- Débit maximal journalier : 720 m<sup>3</sup>/j

L'analyse de ces paramètres doit être effectuée quotidiennement.

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration définies dans le tableau ci-après :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)	Fréquence minimale de surveillance
Matières en suspension totales (MEST)	1305	30	Une fois par semaine
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	100	une fois par semaine
DBO5	1313	25	Une fois par mois
Azote total (NT)	1551	15	Une fois par semaine
Phosphore total (PT)	1350	2	Une fois par semaine
Métaux Cuivre (Cu)	1392	0,2	Une fois tous les 6 mois
Métaux Zinc (Zn)	1383	0,5	Une fois tous les 6 mois
Hydrocarbures totaux	7009	10	Une fois tous les 6 mois
Composés organochlorés absorbables (AOX)	1106	0,3	Une fois tous les 3 mois

L'exploitant transmet mensuellement à l'administration les résultats d'autosurveillance via le logiciel GIDAF (Gestion informatisée des données de l'auto-surveillance fréquente).

#### **Article 10 : Cessation d'activité**

Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

Lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit la placer dans un état tel qu'elle ne puisse porter atteinte à l'environnement ou à la santé humaine et qui permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

#### **Article 11 : Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 12 : Sanctions**

Si les prescriptions fixées par le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet, constitue un délit.



## Article 13 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## Article 14 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Lacaune pour y être consultée par toute personne intéressée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture du Tarn, l'accomplissement de cette formalité ;
- cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 15 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Tarn, ainsi que le maire de la commune de Lacaune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Castres, le 14 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO